

20251219 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/68825/manche--la-barre-des-40-000-traversees-illegales-franchie-pour-rejoindre-le-royaumeuni>

Actualités



Le port de Douvres où débarquent les migrants interceptés dans la Manche par les Britanniques. Crédit : Reuters

Manche : la barre des 40 000 traversées illégales franchie pour rejoindre le Royaume-Uni

Par [La rédaction](#)

Selon les chiffres du Home office, un peu plus de 40 500 personnes ont atteint illégalement les côtes britanniques depuis le début de l'année. Un chiffre qui dépasse celui de 2024 avec 36 816 arrivées recensées sur l'ensemble de l'année. Pour enrayer le phénomène des "small boats", le gouvernement travailliste de Keir Starmer a considérablement durci ces derniers mois sa politique migratoire.

Entre le 1er janvier et le 17 décembre 2025, un total de 40 652 migrants ont atteint les côtes britanniques à bord de "small boats", selon un décompte effectué par InfoMigrants à partir [des données du Home office - le ministère de l'Intérieur britannique](#).

Les dernières arrivées remontent au 17 décembre quand 497 personnes ont foulé le sol britannique au port de Douvres. Le chiffre de 40 652 dépasse déjà le bilan de l'ensemble de l'année 2024 de 36 816 arrivées.

Mais il n'atteint pas encore le record de 45 774 arrivées enregistrées à la fin de l'année 2022.

"J'ai fait trop de route pour arrêter maintenant"

Depuis son arrivée au pouvoir à l'été 2024, le Premier ministre travailliste Keir Starmer est sous pression pour tenter d'endiguer ces traversées illégales de la Manche. [Un vaste plan anti-immigration a vu le jour le mois dernier](#) pour décourager les migrants à venir au Royaume-Uni : la durée des titres de séjour va passer de cinq ans à deux ans et demi, les conditions d'obtention du titre de séjour permanent vont se durcir. Shabana Mahmood, la ministre de l'Intérieur britannique, a aussi décrété que les demandeurs d'asile n'auront "qu'une seule chance" de déposer une demande et une seule de faire appel - espérant ainsi accélérer dans le même temps les expulsions vers les pays d'origine.

Malgré le durcissement de la politique migratoire côté britannique, les exilés de Calais ne comptent pas changer leur plan. D'une part, parce qu'ils ne connaissent pas toujours

l'existence des réformes anglaises. D'autre part, parce qu'ils viennent de loin et n'envisagent pas de rebrousser chemin si près du but. "Je suis venu d'Afrique, j'ai traversé le désert, la mer Méditerranée... J'ai fait trop de route pour arrêter maintenant et avoir peur d'un accord", a notamment raconté Khalid (prénom d'emprunt), un Soudanais de 18 ans, [à InfoMigrants, le mois dernier](#).

Pour aider son voisin britannique à faire baisser l'immigration irrégulière, Paris a aussi conclu cet été un accord avec Londres qui consiste à renvoyer en France des migrants arrivés au Royaume-Uni à bord de "small boats". En échange, le Royaume-Uni accueille légalement des migrants se trouvant en France, sur le principe du "un pour un". Au 27 novembre 2025, 153 personnes avaient été expulsées vers la France dans le cadre de ce programme, [selon la BBC](#).

Des militants d'extrême droite britanniques sur les plages françaises

Dépassant la sphère politique, l'immigration illégale cristallise aussi la colère de plus en plus de Britanniques. [Le 13 septembre, une manifestation monstre](#) avait rassemblé plus de 110 000 personnes à Londres. Entre les milliers de drapeaux britanniques et anglais qui ont inondé le centre de la capitale, des dizaines de pancartes réclamaient "la fin des 'small boats'" dans la Manche.

Depuis quelques mois, des groupuscules britanniques d'extrême droite mènent aussi des actions sur le sol français. Repérés sur des plages dans le nord de la France, ces militants anti-migrants [essaient d'empêcher les candidats au départ de traverser la Manche](#), en détruisant notamment les canots. Ils sont affiliés au groupe "Raise the Colours" ("Hissez les drapeaux") et publient en ligne des vidéos de leurs incursions, baptisées "Opération Overlord", en référence au nom de code du débarquement des Alliés en Normandie en 1944. Dans un communiqué publié début décembre, neuf associations - dont Utopia 56 - ont dénoncé ces "pratiques d'intimidation".